

LA FORCE DE LA PAIX



LES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS A BASSAM - 22 février 2008

Avançons sur la route de la paix



CÔTE D'IVOIRE

EDITORIAL

DE NOUVEAUX JALONS VERS LES ÉLECTIONS !

Des actes concrets posés ces derniers mois montrent bien que les Ivoiriens ont franchi des pas significatifs sur le chemin de la paix et avancent résolument vers les élections. La remise d'un cahier des charges à la société Sagem-sécurité, en février 2008, est l'une des illustrations les plus éloquentes de cette volonté.

Quand on sait l'enjeu que représente le problème de l'identification dans le contexte politique ivoirien, on ne peut que se féliciter du consensus auquel sont parvenus les acteurs politiques sur cette question.

La remise du cahier des charges à la société Sagem-sécurité est un progrès majeur. En même temps qu'elle signifie la réalisation d'un accord sur la désignation de l'opérateur technique, elle annonce aussi le début des opérations d'identification et du recensement électoral. Ces deux opérations constituent les jalons du processus électoral.

Maintenant que l'on tient le bon bout, enclencher les actions visant à consolider les perspectives d'élections libres, transparentes, démocratiques et ouvertes à tous devrait être la priorité des priorités. Pour ce faire, l'Etat et Sagem-Sécurité devront aller à l'étape suivante, en signant une convention afin que cette dernière se mette à la tâche.

Le chemin reste long, en dépit des progrès réalisés. Après l'instauration d'un climat de confiance, le bon déroulement des audiences foraines, le début du regroupement des forces et le redéploiement de l'administration, il faut aller plus loin en s'attaquant aux autres dossiers importants du processus de paix.

L'opération de reconstitution des registres d'état civil perdus ou détruits, le redéploiement de l'administration fiscale et douanière, le désarmement, la réforme du secteur de sécurité et d'autres tâches tout aussi importantes dans la mise en oeuvre de l'Accord Politique de Ouagadougou attendent d'être lancées ou finalisées.

Il va sans dire que la communauté internationale demeure aux côtés des ivoiriens pour soutenir le processus de paix en général. Cette solidarité de la

communauté internationale s'est traduite, entre autres, par l'octroi de plus de 100 milliards de F.CFA d'assistance financière et technique destinée à soutenir le programme d'urgence dans le pays. Il est acquis que des contributions nouvelles vont arriver au fur et à mesure qu'avance le processus de paix dans son ensemble.

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) à travers des actions au quotidien en faveur des populations les plus affectées, est impliquée à divers niveaux pour appuyer les efforts destinés à assurer une sortie de crise définitive, c'est à dire le redressement de ce pays qui fut autrefois le phare de l'Afrique de l'Ouest.

Dans cette dynamique, l'on peut partager l'espoir du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J Choi, qui prédisait l'imminence de la sortie de crise. C'est dans cette perspective prometteuse que l'ONUCI s'est donné pour nouveau slogan : « Travaillons ensemble. Vous sortez de la crise, nous sortons de la Côte d'Ivoire ! ».

J'AI MON JUGEMENT J'EXISTE !



LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DEGAGE PLUS DE 100 MILLIARDS DE F CFA POUR LA COTE D'IVOIRE.



Y.J. Choi, RSSG lors de sa première conférence de presse © UN / ONUCI

Plus de 100 milliards de F CFA de financement extérieur, en guise d'accompagnement de la communauté internationale, sont mis à la disposition du peuple ivoirien pour fournir une assistance financière et technique au programme d'urgence ivoirien. C'est ce qu'a annoncé le 20 février 2008 à Abidjan, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y. J. Choi.

Au cours de sa première conférence de presse, trois mois après son arrivée en Côte d'Ivoire, M. Choi a indiqué que cette assistance financière provenant de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, du Fonds Monétaire International, de l'Union Européenne, du système des Nations Unies et de bailleurs de fonds bilatéraux, serait essentiellement consacrée aux élections et au processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR).

Pour ce qui est du DDR, M. Choi a indiqué que la communauté internationale avait noté la décision du Gouvernement ivoirien d'assurer le paiement des salaires, indemnités et primes des soldats et des ex-combattants.

De son côté, a-t-il expliqué, la communauté internationale, se chargera du service civique, de la réinsertion sociale et de la réhabilitation communautaire. Pour ce qui est des élections, le gouvernement va assurer le paiement de l'opérateur technique. Le financement du reste du processus électoral qui ne figure pas dans le budget sera assuré par la communauté internationale, a-t-il précisé.

Abordant la question de la certification des élections, le Représentant spécial a énoncé les cinq éléments du cadre dans lequel elle va se faire, à savoir : paix, inclusion, médias publics, liste électorale et résultat.

Les Nations Unies sont particulièrement attachées à ce cadre car elles ne sauraient certifier un processus électoral entaché de violences, ni un processus qui exclut une partie de la population ou des personnes éligibles. Il a ajouté que l'ONUCI tenait au respect d'un mode opératoire de l'identification,

de l'enrôlement, de la confection, de la distribution des cartes d'électeurs et de la publication qui, pour elle, restent des éléments cruciaux dans les élections et les résultats qui en découleraient. M. Choi a rassuré les journalistes que si tout le monde jouait sa partition selon les règles arrêtées, notamment le déroulement du scrutin et le dépouillement, il n'y aurait pas de raison que les résultats et la certification souffrent d'éventuelles contestations.

A une question sur un éventuel report de l'élection présidentielle annoncée pour juin prochain, M. Choi a rappelé qu'il revenait aux autorités ivoiriennes de se prononcer car elles ont la charge de l'organisation du scrutin, les Nations Unies étant là pour les soutenir.

Auparavant, il avait souligné que la sortie de crise était proche en Côte d'Ivoire. Fort de cette certitude, il a lancé aux ivoiriens le nouveau slogan de l'ONUCI: « Travaillons ensemble. Vous sortez de la crise, nous sortons de la Côte d'Ivoire ».

Marie-Mactar NIANG

onuci.org

Pour lire...

- Le mandat de l'ONUCI,
- Les Actualités de l'ONUCI,
- Le Point de presse hebdomadaire,
- La revue de presse nationale et internationale quotidienne,
- L'évolution du processus de paix en Côte d'Ivoire

Pour voir...

- Les spots de sensibilisation pour la paix de l'ONUCI,
- Les vidéos de nos actions pour la paix en Côte d'Ivoire

Pour écouter...

- Les informations d'ONUCI-FM,
- Les programmes de la radio de la paix

Cliquez sur www.onuci.org

LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL INTENSIFIE SES ACTIVITÉS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS DE SORTIE DE CRISE.



Le RSSG Y.J. Choi en audience chez le Président Ivoirien, SEM. Laurent GBAGBO © UN / ONUCI

En février, le calendrier des activités du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y. J. Choi est resté largement dominé par l'organisation des élections dans le pays.

Dans ce registre, il a rencontré plusieurs acteurs ivoiriens impliqués dans le processus de paix ainsi que les représentants des organisations internationales dans le but d'établir une vision claire.

Après sa rencontre avec le Président de la Commission Electorale Indépendante (CEI), M. Robert Beugré Mambé, M. Choi a indiqué le 4 février 2008 que bien que le processus électoral soit financé par le gouvernement ivoirien, il continue d'avoir besoin de l'assistance internationale. Le Représentant spécial a aussi mis en exergue le rôle de Certification de l'ONUCI, qui, selon lui, ne devrait pas être fait dans le but de poser des questions au processus mais

plutôt de le faciliter afin qu'il soit accepté par tous notamment par les ivoiriens et la communauté internationale.

Dans ce cadre, le Représentant spécial a organisé une rencontre le 11 février avec l'Organe consultatif international qui est mandaté pour accompagner l'application de l'Accord politique de Ouagadougou (APO). Cette réunion avait pour objectif de mettre en place un plan de financement du processus de paix. A cette occasion, M. Choi a réitéré la volonté de la communauté internationale d'aider les Ivoiriens et les a aussi encouragé pour la manière dont ils l'ont pris en charge.

Le 14 février, il a échangé avec le Premier ministre Guillaume Soro sur le financement de certains programmes contenu dans l'APO. M. Choi a indiqué, lors d'une rencontre plus tard avec la presse que cette année était très importante compte tenu de la période de fin de crise.

En marge des réunions sur le financement du processus de fin de crise, M. Choi a continué ses rencontres régulières avec les personnalités clés de la politique ivoirienne notamment le Président Laurent Gbagbo, l'ex président Henri Konan Bédié, le Président de l'Assemblée nationale, Mamadou Koulibaly et le Ministre du Plan et du Développement, Paul Antoine Bohoun Bouabré.

M. Choi a également rencontré les leaders religieux à savoir l'Archevêque d'Abidjan, Monseigneur Jean-Pierre Koutouan, le Président de l'Eglise Protestante méthodiste de Côte d'Ivoire, le Révérend Pasteur Benjamin Boni et rendu une visite de courtoisie au Cheick Aboubacar Fofana, Président du Conseil Supérieur Islamique (Cosim).

Rosamond Bakari

LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL CHOI A LA RENCONTRE DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS DE CÔTE D'IVOIRE



Le RSSG, Y.J. Choi a été fait Roi par le Conseil supérieur des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire © UN / ONUCI

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Y. J. Choi, s'est rendu le 16 février 2008 à Agnibilékrou, 280 km d'Abidjan, pour discuter du processus de sortie de crise avec les membres du Conseil Supérieur des Rois et Chefs Traditionnels (CSRCT-CI) ayant à leur tête, Nanan Agni Bilé II, roi du Djuablin.



Nana Dodo Ndepo Didas, Secrétaire général et Porte-parole du CSRCT-CI © UN / ONUCI

Dans une cour royale pleine comme un œuf et devant le Conseil Supérieur au grand complet, M. Choi a exhorté les Rois et Chefs traditionnels à mettre leur autorité et leur sagesse au service du processus de paix dans le pays qui se trouve à un tournant important de son histoire. « Nous allons vers des élections crédibles, transparentes et ouvertes à tous et votre concours ainsi que le rôle de médiateur sont essentiels à la réussite de ces élections », a-t-il indiqué avant de mettre en exergue le mérite de la région du Djuablin qui a su préserver la cohésion sociale entre Ivoiriens et étrangers, et entre chrétiens et musulmans.

Selon M Choi, avec l'irréversibilité du processus électoral dessiné par l'Accord Politique de Ouagadougou en 2004, les Nations Unies et la communauté internationale feront tout pour que les élections soient organisées dans les conditions les meilleures. En se rendant à Agnibilékrou, le Représentant spécial répondait à une invitation du CSRCT-CI qui voulait lui exprimer la reconnaissance de la chefferie traditionnelle pour l'intérêt qu'il porte aux rois et chefs traditionnels en inscrivant dans son quotidien, des messages de paix, d'amour, de tolérance afin d'exhorter tous les

Ivoiriens à une réconciliation vraie. « La chefferie traditionnelle a les moyens de résoudre tous les conflits quels qu'ils soient car c'est un élément de stabilité sociale », a indiqué Nana Dodo Ndepo Didas, Secrétaire général et Porte-parole du CSRCT-CI.

Face à tous les efforts que le Représentant spécial entreprend dans le pays, en écoutant toutes les composantes de la société ivoirienne et plus particulièrement la chefferie traditionnelle, les membres de celle-ci ont salué sa disponibilité et sa capacité d'écoute. Pour lui rendre hommage, ils l'ont intronisé Roi et lui ont remis les attributs afférant à son nouveau statut honorifique, au cours d'une cérémonie haut en couleurs.

M. Choi était accompagné au cours de cette visite de courtoisie d'une importante délégation composée des représentants des diverses sections de l'ONUCI. La cérémonie avait débuté par une libation et s'est déroulée au Palais Royal de Nana Agnini Bilé 2 en présence du Maire, du Préfet et du Président du Conseil général d'Agnibilékrou.

Marie-Mactar NIANG

LES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS SIGNENT UN ENGAGEMENT POUR LA PROMOTION DE L'EDUCATION À LA PAIX.



Des responsables de l'ONUCI s'adressant aux rois et chefs traditionnels pendant le séminaire © UN / ONUCI

« Nous sommes très heureux que l'ONUCI nous ait donné l'opportunité de nous exprimer et d'échanger directement pour la première fois entre nous d'abord et ensuite avec des membres de la société civile », a indiqué Nanan Adou

Bibi II, Chef d'une province de 504 villages à Bondoukou, à la clôture du séminaire de la mission onusienne sur le thème : « La contribution de la chefferie traditionnelle dans l'éducation à la culture de la paix »

Il traduisait le sentiment des nombreux participants venus de toutes les régions et des contrées du pays qui se sont unanimement félicités de l'opportunité et de l'importance de cette rencontre qui a eu lieu à Grand-Bassam. Selon le Chef Adou Bibi II, autrefois, les rois et chefs traditionnels n'étaient conviés que pour présenter leur apparats et « servir de faire valoir ».

Deux jours d'intenses réflexions sur le rôle et la place des rois et des chefs traditionnels, confrontés à des préoccupations de tous ordres, ont été sanctionnés par des recommandations issues des quatre ateliers thématiques, à savoir « Comment prévenir et gérer les conflits : l'arme de la non violence », « Comprendre les problèmes liés au foncier rural en Côte d'Ivoire », « Les brassages culturels et les alliances intergénérationnelles comme facteur de réconciliation et de cohésion sociale » et « Vers une meilleure intégration des femmes pour la consolidation des fondamentaux de la société ».

Des spécialistes du droit, des membres des réseaux de défense des femmes,



Les chefs traditionnels se sont exprimés sur la culture de la paix © UN / ONUCI



Les rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire, lors d'une présentation sur la gestion des conflits © UN / ONUCI

des jeunes et des médias, aux côtés des rois, chefs et notables, ont pris part aux travaux. Le résultat a été un plan d'action adopté par le CSRCT-CI en présence des représentants des femmes, des jeunes et des médias. Ainsi, il a été convenu que les chefs traditionnels feraient la prévention des conflits, à travers la sensibilisation à la culture de la paix et de la non violence et le renforcement des mécanismes de règlements des conflits avec l'activation des alliances interethniques et l'utilisation de toute autre méthode pouvant y

contribuer.

Les chefs traditionnels s'engagent également à s'impliquer dans le règlement des litiges fonciers. Ils s'impliqueront davantage dans la promotion de la représentativité des femmes à tous les niveaux des instances de prises de décisions. A ce titre, les chefs traditionnels s'engagent à veiller à la scolarisation de tous les enfants, en particulier les filles.

Les rois et chefs traditionnels s'enga-

gent aussi à promouvoir le dialogue intergénérationnel avec une plus grande ouverture aux préoccupations de la jeunesse et appellent à la collaboration de toutes les formes de médias aux activités de la chefferie traditionnelle en faveur de la paix.

Ensuite, un engagement pour la promotion de l'éducation à la culture de la paix a été signé par le Président, le Premier vice-président, le Président du Conseil des sages et le Secrétaire général du CSRCT- CI en présence des Représentantes du Réseau des Femmes et des Médias ainsi que du Représentant du Réseau des Jeunes.

Dans cet engagement solennel, les Rois et chefs traditionnels décident de soutenir et d'accompagner toutes les étapes du processus de paix de l'Accord politique de Ouagadougou, de s'inscrire résolument dans le processus de consolidation de la cohésion sociale dans leurs départements respectifs et de participer effectivement dans les missions de sensibilisation et de vulgarisation de la culture de la paix et de la non violence, à travers les Comités de coordination pour la paix.



Les rois et chefs traditionnels sont engagés à promouvoir le dialogue intergénérationnel © UN / ONUCI

SEMINAIRE DE DEUX JOURS DE L'ONUCI SUR LE PROCESSUS ELECTORAL.



De nombreuses personnalités étaient présentes à ce séminaire © UN / ONUCI

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J. Choi, a procédé le 28 février 2008 à l'ouverture officielle du second séminaire de la Division de l'Assistance Electorale (DAE) sur le thème : « Conjonctures, perspectives et défis du processus électoral ».

A cette occasion, le chef de l'ONUCI a tenu à remercier les participants venus entre autres de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest, CEDEAO, de l'Union Africaine ainsi que le Président de la Commission Electorale Indépendante (CEI) dont il a estimé que les interventions au cours des différents ateliers seraient utiles dans le cadre de l'accompagnement du processus électoral. « La présence de ces organisations à ce séminaire traduit leur détermination à œuvrer pour la paix en Côte d'Ivoire, dans la sous-région et partout ailleurs en Afrique », a ajouté M. Choi qui a émis le vœu que le cadre d'échanges offert par ce séminaire permette d'arpenter avec succès les différents paliers du processus électoral afin de redonner à la Côte d'Ivoire sa sérénité et sa stabilité d'antan.

Pour sa part, le Président de la CEI, Robert Beugré Mambé, a souligné la difficulté d'organiser des élections dans un contexte de sortie de crise. Selon lui,

de nombreuses contingences dont la méfiance doivent être vaincues afin de relever ce défi. « La sécurisation de toutes les composantes est exigée et si la Côte d'Ivoire peut compter sur ses ressources et ses moyens humains, elle ne peut se passer de l'aide et de l'appui de la communauté internationale » a-t-il précisé en présentant l'ONUCI comme un partenaire privilégié. Lançant un signal fort aux Nations Unies et aux partenaires de la communauté internationale pour une aide à sa structure, le Président de la CEI, a indiqué que celle-ci aspirait dans son rôle d'organisation des élections, à travailler dans la transparence la plus totale.

En janvier 2007, la DAE avait organisé son premier séminaire qui avait eu pour thème « Actualités et Perspectives du processus électoral ». Le chef de la Division de l'Assistance Electorale, Ahmedou El Becaye Seck après avoir remercié les participants, a émis le vœu que ce second séminaire qui apparaît comme pourvoyeur d'informations serve d'appui-conseil devant délimiter le champ et l'étendue des charges des conseillers et experts présents à travers les 14 stations du pays et qu'elle soit surtout la dernière rencontre importante sur la route des élections.

Selon lui, les conditions sont déjà

réunies puisque sur le terrain, le travail de repérage a considérablement avancé, impulsé par le socle qu'est désormais l'Accord Politique de Ouagadougou dans la résolution de la crise ivoirienne. « Pour toutes ces raisons nous sommes déterminés à faire pendant deux jours notre immersion afin de mieux nous installer réellement dans une posture d'accompagnement du processus électoral » a-t-il indiqué en expliquant que les travaux seront axés autour de trois ateliers portant notamment sur « l'environnement et les actualités du processus électoral », « les dynamiques et défis du processus électoral », « l'observation électorale internationale ».

A cet effet, M Seck a précisé que l'ONUCI a effectué une bonne partie de son travail par le biais de ses conseillers électoraux et officiers qui ont achevé la cartographie électorale des lieux de vote et procédé au repérage de 9.141 lieux de votes avec des coordonnées GPS afin de permettre à la partie ivoirienne de mieux conduire son opération d'identification sur le territoire ivoirien.

Aux dires de M Seck tout le travail réalisé par l'ONUCI a été impulsé par l'application de l'Accord Politique de Ouagadougou. Ainsi pour parachever les avancées enregistrées, la mise en œuvre des séquences du processus électoral, la campagne électorale, les audiences foraines et la restitutions des registres d'Etat civils seront évoqués durant ces deux jours de travaux afin de consolider et de maximiser les capacités d'action et d'accompagnement des experts de la Division Electorale de l'ONUCI.

Ont participé à ce séminaire de deux jours qui s'est déroulé au siège de l'ONUCI, des représentants de la CEDEAO, de l'Union Africaine, de la Francophonie, de l'Union Européenne et des ONGs susceptibles d'observer le processus électoral.

Marie-Mactar NIANG

LE CONTINGENT JORDANIEN DE L'ONUCI APPORTE UNE AIDE SOCIALE AUX POPULATIONS DE SAMO.



Remise de don aux enfants par le contingent Jordanien © UN / ONUCI

Les populations de Samo notamment les élèves, ont été heureux de recevoir des kits scolaires, des vivres et des tee-shirts, mercredi 27 février de la part du Contingent jordanien III de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Ce sont plus de six cents kits scolaire qui ont été distribués aux élèves du Groupe scolaire et de l'école confessionnelle islamique de Samo.

Grosse bourgade d'environ dix mille âmes, Samo est situé à une soixantaine de kilomètres à l'est d'Abidjan et est dominé à majorité par des allogènes venus du Mali, du Burkina Faso et des autres régions de la Côte d'Ivoire qui s'y sont installés pour exploiter les terres.

Le représentant du chef du village de Samo, Nanan Mossou Ottron Jean-Baptiste, fier de cette mixité et de la cohésion pacifique entre toutes les populations, a indiqué que Samo n'avait jamais perdu la qualité de son hospitalité. « J'ai la paix au cœur de voir toutes les ethnies confondues, tel est le souhait pour atteindre la parfaite paix » a-t-il révélé.

Rassemblés sous un hangar servant

d'école coranique dans la cour de la mosquée, le Représentant du Chef du village, les religieux, les partenaires à l'éducation, les femmes et les élèves ont de fort belle manière apprécié cette aide sociale.

Acho Laura, 5 ans, en classe de CP au Groupe scolaire n'en revient toujours pas. Toute souriante mais un peu craintive, elle serre son sac contre sa frêle poitrine : « je ne veux pas qu'un grand me l'arrache » confie-t-elle. « Mon sac à la maison est déchiré et dans celui-ci, je mettrai mon ardoise, mes craies et mon stylo ».

L'inspecteur de l'Enseignement primaire de Bonoua, Gilbert Oulai s'est félicité de cette journée et espère que « ce geste de portée incommensurable n'est que le début d'un partenariat entre l'ONUCI et les acteurs à l'éducation dans la région ». Il a exprimé de grands besoins pour les trois écoles primaires publiques et les deux écoles confessionnelles notamment le don de 200 tables bancs afin de permettre aux enfants de mieux suivre les cours. « En ce moment, les élèves sont quatre sur des bancs conçus pour deux »,

s'indigne-t-il. Il a également plaidé pour l'agrandissement de la cantine scolaire, tandis que, de son côté, le responsable des écoles confessionnelles, Abdoulaye Konaté a demandé à leurs bienfaiteurs de les aider à terminer les travaux de la mosquée.

Le commandant du Contingent jordanien, le Colonel Mohamed Mahsne, a rappelé le rôle de la mission onusienne qui est d'œuvrer pour la paix et d'aider les populations, sans distinction de religion, ni d'ethnie. « ces dons sont destinés à tout le monde ».

La seconde partie de la cérémonie a consisté en la remise de trois latrines, trois lavabos et d'un château d'eau à la mosquée et à l'école confessionnelle, par le Colonel Mahsne aux autorités musulmanes.

Le contingent jordanien procède également en ce moment, à la réhabilitation de la mosquée par une couche de peinture et des dons de tapisseries.

LES ÉCOLES DU DÉPARTEMENT DE SOUBRÉ ET DE MEAGUI PARTICIPENT A LA CARAVANE SCOLAIRE DE L'ONUCI.



Défilé des élèves se Soubré et de Méagui, lors de la Caravane des écoles © UN / ONUCI

La caravane des écoles qui a réuni 17 établissements publics et privés du département de Soubré (369 kms d'Abidjan), en plus des 6 venus de Méagui, s'est déroulée le 28 Février, en présence du représentant du Préfet du département, des élus locaux, des encadreurs et du personnel de l'éducation nationale dans la région.

La veille, un jeu de piste, dénommée "La Piste de Paix", réalisé avec le soutien des scouts et de la (FESCI) Fédération Estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire, a servi de cadre d'échanges et d'information des élèves sur les différentes missions des divisions de l'ONUCI, et aussi un espace de rapprochement entre les élèves des différents établissements de la ville et de la ville voisine.

Deux jours durant, ces jeux et exposés ont permis aux élèves de découvrir le mandat de l'ONUCI et ses activités sur le terrain.

la FESCI a saisi l'occasion pour souligner que l'initiative prise par l'ONUCI pour instruire la jeunesse, avenir de demain sur des valeurs universelles, reste et demeure un événement historique pour les élèves du département de Soubré. Il a pour ce fait, remercié la Mission et salué tout ce qu'elle entend pour le compte des élèves à travers la Côte d'Ivoire. Profitant de l'occasion, Mr Ndri n'a pas passé sous silence les nombreuses difficultés qui minent le quotidien des élèves. Entre autres, il a demandé la construction d'écoles primaire et secondaire à l'image des écoles BAD, d'une salle d'informatique et d'une bibliothèque, toutes équipées. Il a aussi demandé la construction d'une infirmerie au lycée moderne et l'équipement de celle du collège Moderne BAD ainsi que la construction d'une cantine scolaire.

Puis il est revenu au représentant du Proviseur du lycée moderne I de souhaiter la traditionnelle bienvenue "Ataï" dans la cité de NAWA. Tout en saluant l'ONUCI pour cette initiative de

caravane de la paix autour du thème : "Jeunes élèves aujourd'hui, acteurs de paix demain", Mr Jean Baptiste Adjelou a réaffirmé que l'événement est un appel à la jeunesse de Côte d'Ivoire en général et à celle de Soubré en particulier afin qu'elle cultive l'esprit de paix, sans laquelle, aucun développement durable n'est possible.

Le chef de service de l'extra-scolaire à la DREN, représentant le Directeur Régional de l'éducation Nationale (DREN) du Bas Sassandra a quant à lui, demandé à l'auguste assemblée de se joindre à lui pour remercier l'ONUCI initiatrice et artisanne de cette caravane de la paix. Pour Mr Gnahoua Gbogbo, "ceci est une preuve que les Nations Unies sont dans notre pays pour nous aider à recouvrer la paix, notre seconde religion".

Il a achevé ses propos en lançant un appel aux élèves en ces termes : "L'avenir de la Côte d'Ivoire c'est vous, empruntez effectivement la Route de la Paix et faites en sorte que la Côte d'Ivoire notre cher pays redevienne ce



Les jeunes filles des écoles de Soubré et de Méagui chantant pour la paix lors de la Caravane des écoles © UN / ONUCI

havre de paix d'autrefois."

Ensuite M. Malick Faye, au nom de la Directrice du Bureau de l'Information Publique de l'ONUCI, a présenté les vifs remerciements de la mission aux participants, à la caravane de la paix tout en annonçant que l'événement était une invitation à tout un chacun de s'inscrire durablement sur la route de la paix. S'adressant aux élèves, M. Faye les a invités à s'inscrire sans rancœur, ni rancune, sur la belle et exaltante Route de la Paix et d'être partout et à tout moment les dignes messagers de

la paix pour que les générations futures leur soient reconnaissantes.

Après la restitution en plénière sur les acquis du jeu de piste complétée par les représentants des différentes sections de l'ONUCI présentes à la cérémonie, les élèves, ont aussi, par des intermèdes de sketches, de chansons, fait passer des messages de paix, de non violence et de cohésion sociale, à leurs camarades, leurs parents et à leurs encadreurs.

L'élément tant attendu et bien préparé

par les élèves et leurs encadreurs fut le jeu du Crack de la Paix qui a mis en compétition plusieurs équipes. La finale a opposé deux établissements secondaires de Soubré : le Lycée moderne 2 de Soubré et le Lycée Moderne d'Excellence de Soubré (LYMES) qui a été remportée par la première. Les deux équipes finalistes ont été récompensées par des lots de gadgets de l'ONUCI remis par le représentant du Préfet et par le représentant du Maire.

Souleymane Bah



Une intervention d'un élément de la police des Nations Unies (UNPOL) aux nombreuses questions de la population de Soubré © UN / ONUCI

ÉCOUTEZ ONUCI-FM, LA RADIO DES NATIONS UNIES EN CÔTE D'IVOIRE

" LA FRÉQUENCE DE LA PAIX "

- ABIDJAN 96.0 MHz
- YAMOOUSSOUKRO 94.4 MHz
- BOUAKE 95.3 MHz
- DALOA 91.4 MHz
- DUEKOUE 104.4 MHz
- FERKSSÉDOUGOU 104.4 MHz
- KORHOGO 95.3 MHz
- ODIENNÉ 95.3 MHz
- MAN 95.3 MHz
- SAN PEDRO 106.3 MHz
- DAOUKRO 94.7 MHz
- BOUNA 102.8 MHz
- GUIGLO 93.7 MHz
- BONDOUKOU 100.1 MHz
- DANANE 95.3 MHz
- SEGUELA 95.3 MHz

COMMANDANT JACQUES GRANDEAU (Chef de la cellule embargo) : “ NOUS AVONS UNE EXCELLENTE COOPERATION AVEC LES FANCI ET LES FN ”



Le Chef d'escadron, Jacques Grandeau. © UN / ONUCI

Chef du « FHQ Embargo Cell », la cellule de contrôle de l'embargo de la force militaire de l'Opérations des Nations Unies en Côte d'Ivoire depuis maintenant 5 mois, le chef d'escadron Jacques Grandeau fait un tour d'horizon de sa mission et des résultats obtenus.

Commandant Grandeau, pourquoi une cellule « Embargo » à l'ONU ?

Le 15 novembre 2004, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 1572 qui décide dans son paragraphe 7 que tous les Etats prendront les mesures pour empêcher la fourniture – la vente – le transfert à destination de la République de Côte d'Ivoire, d'armes, d'aéronefs militaires ainsi que la fourniture de toute assistance – conseil ou formation se rapportant à des activités militaires. En conséquence, l'ONU est autorisée à surveiller le respect des mesures imposées par cette résolution en inspectant autant qu'elle l'estime et sans préavis les cargaisons des aéronefs et tous véhicules de transport utilisant les ports – aéroports – terrain d'aviation – bases militaires et poste frontières en République de Côte d'Ivoire. Cette résolution exige également que toutes les parties ivoiriennes

donnent libre accès aux matériels – sites et installations à vocation militaire aux personnels de l'ONU. Sur recommandation du groupe des experts des Nations Unies, la Cellule Embargo a aussi la charge de surveiller l'activité des sites diamantifère des régions de Séguéla et de Korhogo dans le cadre du processus de Kimberley. Ce processus a pour but de porter à la connaissance du Conseil de Sécurité des Nations Unies, les pays dans lesquels l'utilisation des diamants bruts pourrait servir à financer l'armement d'une rébellion.

Quels sont vos missions précisées ?

Comme le dit la résolution, nous nous rendons sur les sites répertoriés et nous vérifions que la quantité et la qualité (armes de poings – armements collectif – aéronefs militaires...) ne varient pas. Cela dans le but d'éviter un réarmement des ex-belligérants.

Comment s'effectuent vos missions de contrôle ?

La Cellule Embargo de l'ONU établit un planning mensuel de sites à inspecter. L'exécution de ces contrôles est faite sur le terrain par les observa-

teurs militaires et la police des Nations Unies (Milobs et UNPOL) sous protection des bataillons des secteurs en charge de leur sécurité. Parfois, les Officiers de Liaison Licorne, rattachés aux bataillons des secteurs, prennent part à l'inspection en temps qu'observateurs et des facilitateurs. Il est à noter que ces inspections se mènent dans la plus grande transparence puisque les Etats Majors FANCI et FN sont informés des dates et des lieux des visites entre 72 heures et 6 jours à l'avance. Au jour d'aujourd'hui, ces inspections sont de plus de 80 par mois.

Après 5 mois à la tête de cette cellule, quel est votre bilan personnel ?

Depuis mon arrivée, il y a un peu plus de 5 mois, je ne peux que constater l'excellente collaboration et coopération des Etats Majors FANCI et FN. Ces bonnes relations sont entretenues aussi bien par ma cellule d'Abidjan que par les Milobs et les UNPOL qui sont aux contacts directs. Ils entretiennent des relations de confiance avec les responsables des sites à inspecter, aussi bien FANCI que FN. A titre d'exemple, pour le mois de février 2008, on peut noter 100% de réussite de ces inspections.

Si vous partiez demain, quelles consignes laisseriez-vous à votre successeur ?

Ne pas baisser les bras... Mon successeur devra poursuivre les relations avec les Etats Majors FANCI et FN. Il devra être en liaison direct avec les Milobs et les UNPOL pour les aider à mener à bien les inspections dans les différents sites. Le rôle du FHQ Embargo Cell est d'organiser – de planifier – de faciliter. Cette mission est une mission passionnante qui permet d'aller sur le terrain, d'être au contact direct, de tout voir...

CDT Erwan Boulain